

Département du Puy-de-Dôme



MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLU

2.5 - ANNEXE AU RAPPORT DE PRESENTATION

Mai 2023

PLU approuvé par délibération du conseil municipal du 4 mars 2016
MODIFICATION SIMPLIFIEE n°1 approuvée par délibération du conseil municipal du 11 juin 2021
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 approuvée par délibération du conseil municipal du

Réf :50504

1 - INTRODUCTION

1.1 – Historique des procédures

La commune de Loubeyrat dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 mars 2016, qui a déjà fait l'objet d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 11 juin 2021.

1.2 – Objectif de la procédure de Modification simplifiée n°2 du PLU

La commune souhaite apporter une nouvelle modification à son document d'urbanisme afin :

- de clarifier les règles en matière de clôtures pour les zones Ud, Ug, AUg, A et N,
- d'adapter le règlement des zones agricoles A et naturelles N afin de mieux encadrer l'installation des centrales solaires au sol,
- de supprimer un emplacement réservé,
- d'introduire un phasage à l'ouverture à l'urbanisation de 2 Orientations d'Aménagement et de Programmation,
- de clarifier la notion de capacité d'accueil théorique des zones AUg

L'article 2 de la loi n°2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés a créé une procédure de modification simplifiée des PLU.

Les dispositions de l'ordonnance (n°2012-11) du 5 janvier 2012 - portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme - ont des incidences directes sur les procédures d'élaboration et d'évolution des schémas de cohérence territoriale (SCoT), des plans locaux d'urbanisme (PLU) et des cartes communales.

Cette ordonnance simplifie, à compter du 1er janvier 2013, les procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

1.3 – Justification du choix de la procédure de Modification simplifiée

Le contenu de la modification ne concerne que des changements mineurs du PLU, en conséquence il peut être procédé à une évolution du PLU dans le cadre d'une modification simplifiée en application des dispositions de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme.

La présente modification respecte les différentes conditions fixées par l'article L.153-45 et l'article L.153-41 auquel il renvoie.

Le plan local d'urbanisme (PLU) fait l'objet d'une procédure de modification lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) envisage de modifier le règlement écrit et/ou graphique, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLU dès lors que le projet de modification n'implique pas de :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- réduire les possibilités de construire,
- réduire la surface de zones U ou AU,
- majorer de plus de 20% les possibilités de construction dans la zone.

1.4 – Rappel des modalités de la procédure et de son cadre réglementaire

La procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Loubeyrat est donc menée conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme, rappelés ici :

- Article L153-36
Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

- Article L153-37
La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.
- Article L153-40
Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.
- Article L153-45
Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.
- Article L153-47
Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée

La modification simplifiée n°2 du PLU communal est engagée à l'initiative de monsieur le maire de Loubeyrat par arrêté en date du 14 avril 2023.

Le dossier de modification simplifiée de PLU est constitué des éléments prévus à l'article R.151-5 du code de l'urbanisme :

- le projet de modification du rapport de présentation, du zonage et du règlement
- l'exposé des motifs.

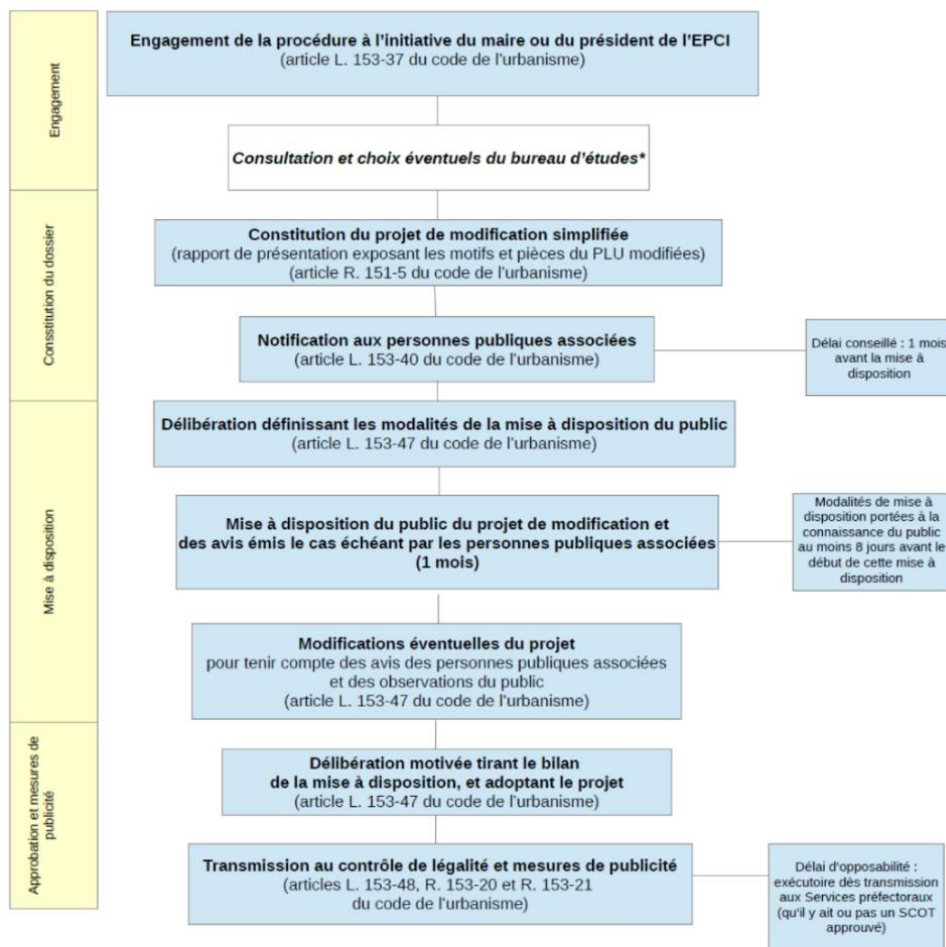
Le projet de modification est notifié au préfet et aux personnes publiques associées (PPA) avant le début de la mise à disposition du public.

Le dossier, complété le cas échéant des avis émis par les personnes associées, est mis à disposition du public pendant un mois, suivant les modalités définies dans la délibération cadre prise par la commune, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

La modification est adoptée par délibération municipale après un mois minimum de mise à disposition au public du dossier.

Elle est exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité classiques (affichage et publication dans la presse), transmission au contrôle de légalité et au Préfet du Département du Puy-de-Dôme, et téléversement au Geoportail de l'urbanisme.

Le schéma présenté sur le document ci-après, présente clairement la procédure de modification simplifiée.

Tableau synoptique

* Étape qui n'est pas imposée au titre du code de l'urbanisme, mais au titre du code des marchés publics.

1.5 – Rappel du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Le PADD de la commune s'organise autour des 4 orientations suivantes :

- **Loubeyrat, un territoire d'accueil.**
 - Répondre aux besoins en logements.
La présente modification simplifiée n°2 du PLU s'inscrit parfaitement dans cet objectif puisque l'un des objets vise à phaser l'ouverture à l'urbanisation de 2 zones AUg afin d'assurer un aménagement progressif de ces zones et éviter un blocage inhérent à la rétention foncière.
 - Economiser le foncier, maîtriser la croissance urbaine.
La présente modification simplifiée n°2 du PLU s'inscrit parfaitement dans cet objectif puisque l'un des objets vise à permettre une meilleure ouverture à l'urbanisation de 2 zones AUg existantes.
 - Répondre aux exigences environnementales.
La présente modification simplifiée n°2 du PLU n'est pas directement concerné par cet objectif du PADD.
- **Loubeyrat, un territoire vivant.**
 - Conforter le bourg centre.
La présente modification simplifiée n°2 du PLU n'est pas directement concerné par cet objectif du PADD.
 - Organiser un territoire mobile.
La présente modification simplifiée n°2 du PLU n'est pas directement concerné par cet objectif du PADD.

- **Loubeyrat, un territoire dynamique.**

- Permettre l'accueil et le développement des activités.

La présente modification simplifiée n°2 du PLU n'est pas directement concerné par cet objectif du PADD.

- Conforter la vocation agricole.

L'un des objets de la présente Modification simplifiée n°2 s'inscrit parfaitement dans cet objectif du PADD en visant à réglementer strictement l'installation de centrales solaires en zones agricole et naturelle afin d'éviter que celle-ci de génère une consommation excessive de terres agricoles.

- **Loubeyrat, un territoire soucieux de son environnement.**

- Préserver et mettre en valeur les corridors écologiques pour pérenniser la biodiversité animale.

La présente modification simplifiée n°2 du PLU n'est pas directement concerné par cet objectif du PADD.

Néanmoins, l'un des objets de la présente Modification simplifiée n°2 du PLU vise à réglementer strictement l'installation de centrales solaires en zone naturelle afin d'éviter que celle-ci n'entache l'intégrité des espaces naturels.

- Préserver, renforcer les trames bleue et verte, pour garantir la pérennité des corridors écologiques.

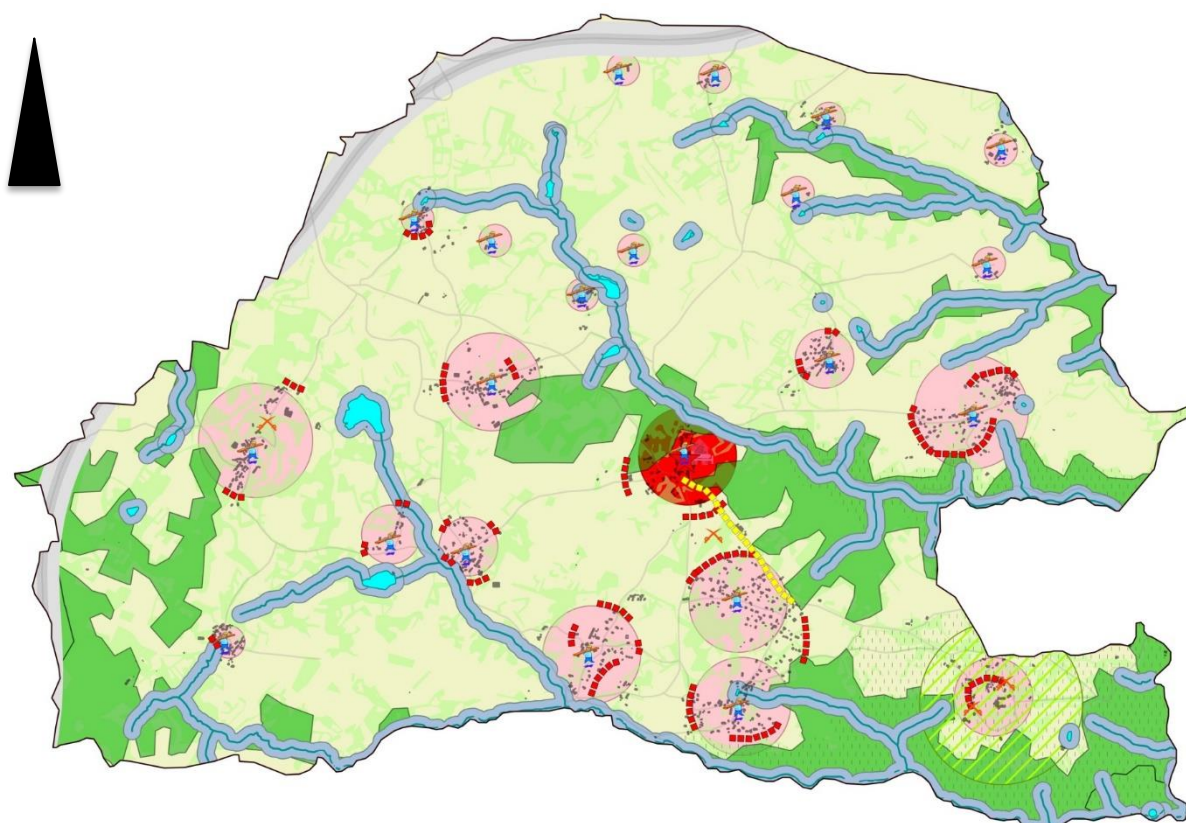
La présente modification simplifiée n°2 du PLU n'est pas directement concerné par cet objectif du PADD.

Néanmoins, l'un des objets de la présente Modification simplifiée n°2 du PLU vise à réglementer strictement l'installation de centrales solaires en zone naturelle afin d'éviter que celle-ci n'entache l'intégrité des espaces naturels.

- Préserver et mettre en valeur les paysages.

La présente modification simplifiée n°2 du PLU n'est pas directement concerné par cet objectif du PADD.

Néanmoins, l'un des objets de la présente Modification simplifiée n°2 du PLU vise à réglementer strictement l'installation de centrales solaires en zone naturelle afin d'éviter que celle-ci n'entache l'intégrité des espaces naturels.



Les orientations du PADD

Territoire d'accueil	Territoire vivant	Territoire dynamique	Territoire soucieux de son environnement	Note
<ul style="list-style-type: none"> Répondre aux besoins en terme de Logements Economiser le foncier Maîtriser la croissance urbaine 	<ul style="list-style-type: none"> Conforter le bourg centre développement des services et équipements Permettre le développement des services et équipements (EHPAD) Organiser un territoire mobile 	<ul style="list-style-type: none"> Permettre l'accueil et le développement des artisans et entreprises Conforter la vocation agricole 	<ul style="list-style-type: none"> Préserver renforcer les Trames Bleues et Vertes Préserver mettre en valeur les corridors écologiques Préserver mettre en valeur le site de Chazeron Préserver mettre en valeur les paysages 	<ul style="list-style-type: none"> Emprise bâtie Emprise hydrographique Emprise routière A89 Marge de recul A89

Cartographie des orientations du PADD

2 – PRESENTATION DE LA COMMUNE DE LOUBEYRAT

La commune de Loubeyrat est située au Nord du département du Puy-de-Dôme, dans le Pays des Combrailles. Plus précisément, en bordure Est du plateau des Combrailles.

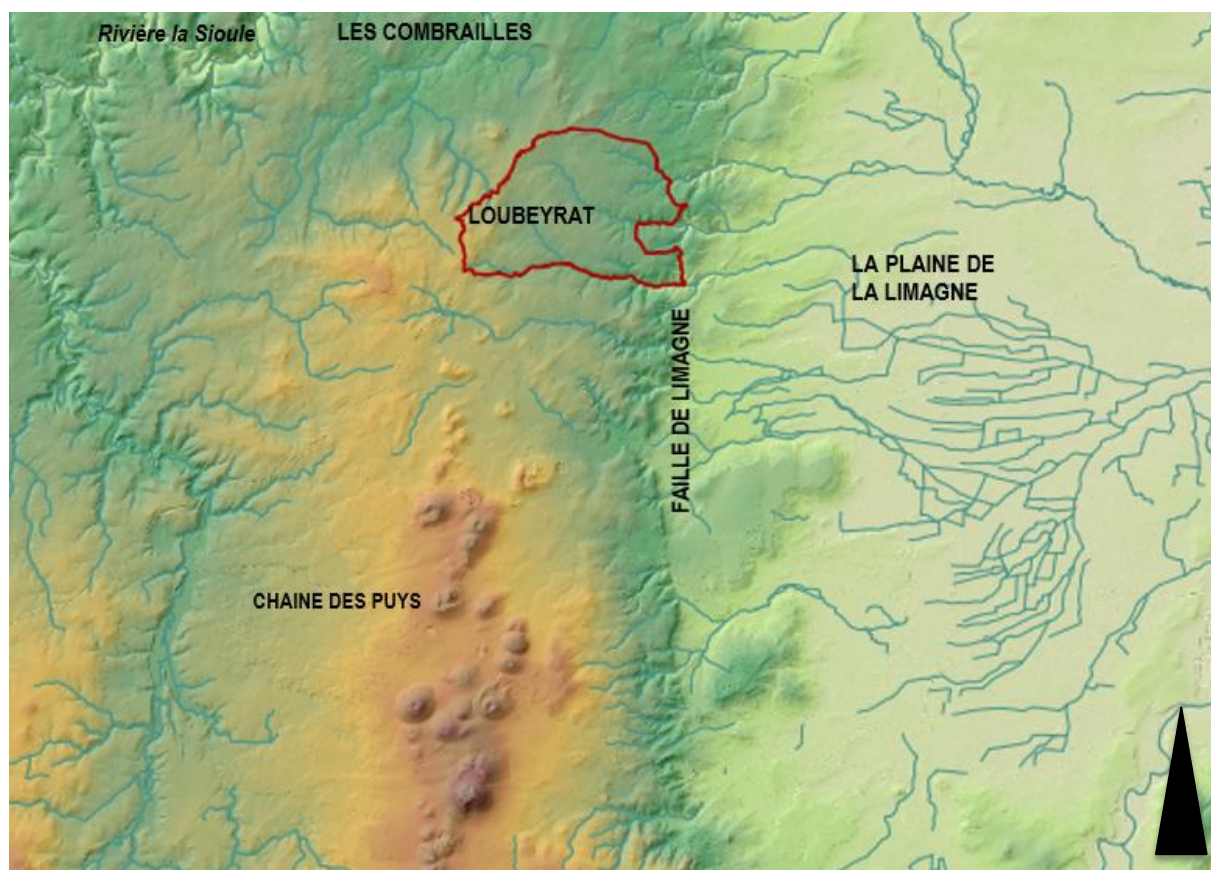
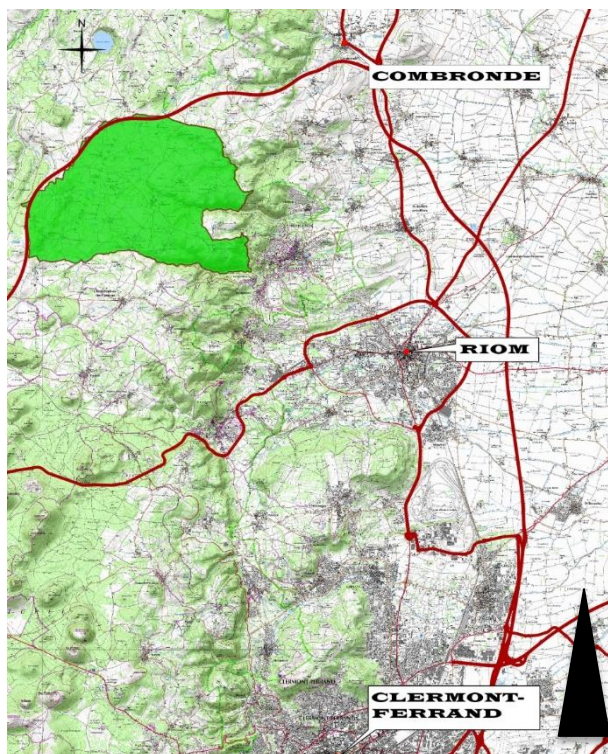
Elle est desservie par plusieurs routes départementales dont la D227 qui relie Riom à Manzat et traverse la commune dans le sens Est-Ouest. L'A89, la transeuropéenne, longe la commune du Nord à l'Ouest. L'autoroute est accessible via un échangeur situé au Nord de la commune.

Au dernier recensement, la commune comptait 1 296 habitants en 2016 sur un territoire de 23.93 km².

Démographiquement, Loubeyrat fait partie des commune les plus dynamiques du département alors que le Pays des Combrailles, lui, perd de la population.

L'influence des agglomérations riomoise (à environ 12 km) et clermontoise (à environ 30 km) ainsi que la proximité de l'A89, ont fait progresser l'attractivité de la commune de Loubeyrat qui offre, de par sa situation, un paysage de pénéplaine dégradée en croupes, en bordure de la faille de Limagne.

Elle est membre de Manzat Communauté.



Situation de la commune de Loubeyrat (Source fond topographique : Geoportail.gouv.fr)

3 – OBJETS ET JUSTIFICATIONS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLU DE LOUBEYRAT

3.1 – Clarification des règles en matière de clôtures pour les zones Ud, Ug, AUg, A et N

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, des règles ont été émises concernant les caractéristiques recherchées en matière de clôtures sur rue et en limite séparatives.

Depuis la mise en place du PLU, ces règles sont parfois sujettes à interprétation et s'avèrent alors difficiles à appliquer et/ou à faire accepter.

Elles conduisent aujourd'hui les élus à la nécessité de les clarifier afin :

- d'harmoniser les types de clôtures autorisées dans les zones urbanisée U et à urbaniser AU ;
- de préciser les autorisations et interdictions en matière de murs et murets dans les zones agricoles A et naturelles N.

Il est ainsi proposé de modifier l'article Ud11 comme suit :

- Les clôtures sur rue *et les clôtures séparatives* seront constituées :
 - soit de clôtures légères en grillage doublée de haies composées majoritairement d'essences locales, de 2 m maximum de haut.
 - soit d'un muret de 0.80 m de haut maximum surmonté d'un système à claire-voie d'1.20m maximum de haut, doublé de haies composées majoritairement d'essences locales.
- ~~Les clôtures séparatives seront prioritairement végétalisées.~~

Les articles Ug11 et AUg11 sont également modifiés comme suit :

- Les clôtures sur rue *et les clôtures séparatives* seront constituées :
 - soit de clôtures légères en grillage doublée de haies composées majoritairement d'essences locales, de 2 m maximum de haut.
 - soit d'un muret de 0.80 m de haut maximum surmonté d'un système à claire-voie d'1.20m maximum de haut, doublé de haies composées majoritairement d'essences locales.
- ~~Les clôtures séparatives seront constituées d'une clôture légère doublée de haies composées majoritairement d'essences locales, de 2.00 m maximum de haut.~~ Les murs sont interdits (sauf en cas de dénivelé).

Les articles A11 et N11 sont également modifiés comme suit :

- Les clôtures sur rue seront constituées :
 - soit de clôtures légères en grillage doublée de haies composées majoritairement d'essences locales,
 - soit d'un muret de 0.80m de haut maximum surmonté d'un système à claire-voie d'1.20 m maximum de haut, doublé de haies composées majoritairement d'essences locales.
- Les clôtures séparatives seront constituées d'une clôture légère doublée de haies composées majoritairement d'essences locales, de 2.00 m maximum de haut. Les murs *et murets* sont interdits (sauf en cas de dénivelé).
- La teinte blanche est interdite en clôture, murs de clôture *et murets*.
- Les murs de soutènement sont autorisés en cas de dénivelé.

3.2 – Adaptation du règlement des zones A et N en matière de développement des énergies renouvelables

Le développement des énergies renouvelables est l'un des enjeux prioritaires des grandes politiques nationales et conformément aux orientations du PADD, les élus de Loubeyrat souhaitent participer à cette stratégie.

Néanmoins, au regard des enjeux de préservation des sols, des espaces agricoles, naturels et forestiers et du patrimoine paysager et bâti de leur territoire, ils souhaitent limiter au maximum la consommation du foncier naturel et agricole en autorisant les projets photovoltaïques au sol sous de strictes conditions, comme précisées dans la charte édictée par la préfecture du Puy-de-Dôme pour le développement des projets photovoltaïques dans le Puy-de-Dôme.

Bénéficiant d'un règlement d'urbanisme ancienne génération, celui-ci n'interdit pas explicitement de tels projets, ni ne les autorisent sous conditions.

Ainsi, les élus de Loubeyrat souhaitent compléter les règles d'urbanisme qui s'imposent aux zones agricoles et naturelles en autorisant sous conditions le développement des panneaux photovoltaïques au sol.

Ainsi, il est proposé de compléter les articles 2 des zones A et N comme suit :

- Article A2 – sont autorisés sous conditions :
Secteurs A : L'installation de panneaux photovoltaïques au sol doit être réservée aux terrains ne pouvant recevoir d'autres usages compte-tenu de la nature du sol impropre à toute activité agricole et hors des espaces naturels et forestiers.
- Article N2 – sont autorisés sous conditions :
L'installation de panneaux photovoltaïques au sol doit être réservée aux terrains ne pouvant recevoir d'autres usages compte-tenu de la nature du sol impropre à toute activité agricole et hors des espaces naturels et forestiers.

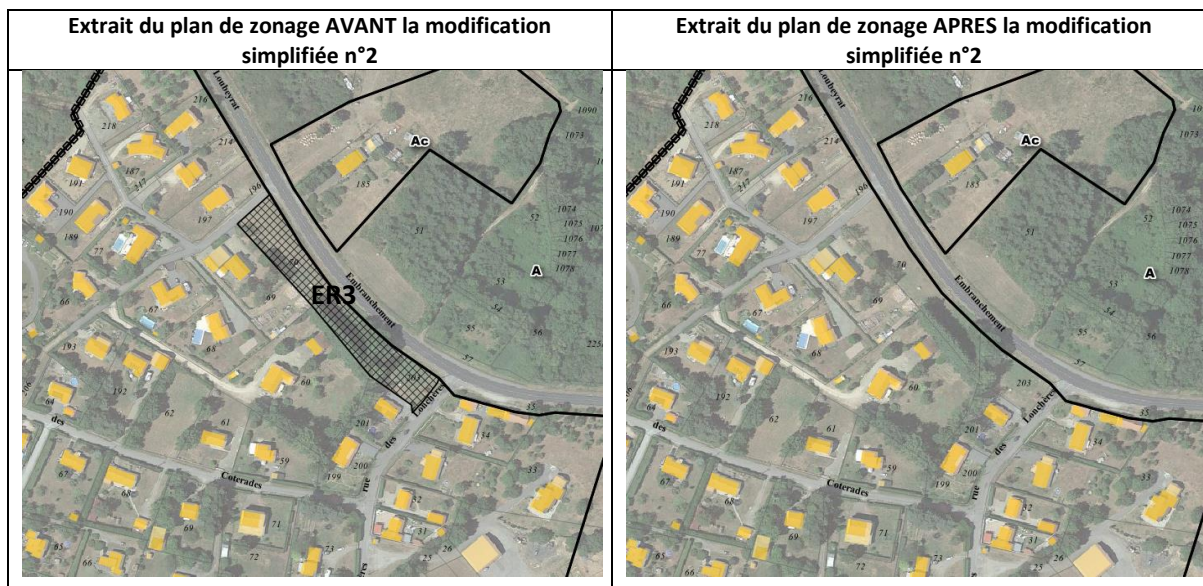
3.3 – Suppression d'un emplacement réservé

Dans le cadre de l'élaboration du PLU de Loubeyrat, des emplacements réservés ont été définis. Parmi eux, l'ER n°3 au lieu-dit Les Palennes, avait pour objet l'acquisition de fonds de parcelles en bordure de la RD227, afin de réaliser des aménagements paysagers et mettre en place une contre allée parallèle à la RD227 permettant de mieux sécuriser les accès depuis la zone Ug.

Les tènements concernés sont aujourd'hui en cours d'acquisition par la commune et le maintien de cet emplacement réservé n'est plus pertinent.

Dans le cadre de la présente procédure de Modification simplifiée n°2 du PLU, les élus souhaitent supprimer cet ER.

La liste des ER est donc modifiée en conséquence, ainsi que le règlement graphique :



3.4 – Modification des OAP

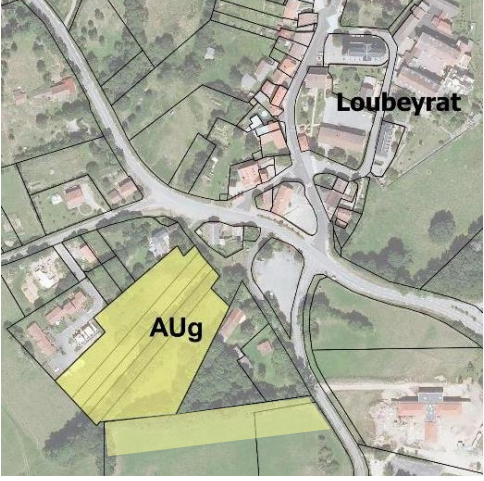
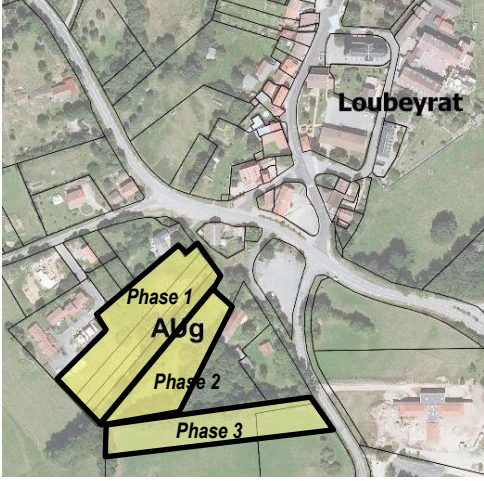

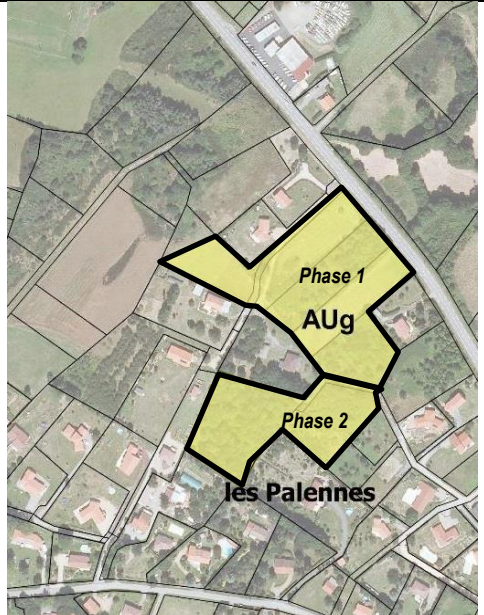
3.4.1 - Introduction d'un phasage pour l'ouverture à l'urbanisation des zones AUg du bourg et Des Palennes

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, des zones d'urbanisation future AUg ont été définies. Elles sont par ailleurs soumises à des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin d'assurer la meilleure organisation fonctionnelle du site.

Sans remettre en cause les OAP, les élus souhaitent aujourd'hui introduire un phasage pour l'ouverture à l'urbanisation de ces zones afin de faciliter leur aménagement en tenant compte du potentiel foncier actuel. En effet, l'urbanisation de ces sites d'accueil des nouvelles populations est ralentie et ne peut être menée à terme car tous les tènements concernés par les OAP ne sont pas tous mobilisables pour l'heure (rétention foncière, difficulté à retrouver les propriétaires...).

Ainsi, la mise en place d'un phasage permettrait à court terme, d'urbaniser une partie des zones AUg en fonction de la disponibilité foncière.

Proposition des phasages des zones AUg :

Extrait du dossier OAP AVANT modification simplifiée n°2	Extrait du dossier OAP APRES modification simplifiée n°2
 <p>Loubeyrat</p> <p>AUg</p>	 <p>Loubeyrat</p> <p>Phase 1 AUg</p> <p>Phase 2</p> <p>Phase 3</p>
 <p>AUg</p> <p>les Palennes</p>	 <p>Phase 1 AUg</p> <p>Phase 2</p> <p>les Palennes</p>

3.4.2 – Clarification de la notion de capacité d'accueil théorique des zones AUG

Un des objectifs mentionnés dans les OAP est de « Créer une offre diversifiée en logements : habitat individuel (70%), habitat groupé (30%), pouvant favoriser la mixité générationnelle et les parcours résidentiels ».

Cet objectif est ensuite traduit par une capacité d'accueil théorique qui, comme son nom l'indique (*théorique*), ne tient pas compte des contraintes inhérentes aux différents sites d'accueil (topographie, orientation...) mais seulement à la superficie déployée.

Qui plus est, cette capacité d'accueil théorique affichée est présente à titre informatif et représente un potentiel vers lequel les futurs projets doivent tendre.

Ainsi, l'OAP de la zone AUG des Palennes traduit une mauvaise conversion de la proportion annoncée (70% d'individuel et 30% de groupé) et n'a pas pris en compte correctement le projet de l'OAP qui vise un aménagement (décrit dans les principes d'aménagements) comprenant une part importante d'espaces verts dans le but de créer un véritable projet paysager à l'échelle du quartier et du bourg.

Il est ainsi primordial d'éviter une mauvaise interprétation de l'objectif lors de l'instruction des demandes d'urbanisme.

Ainsi, lorsque l'OAP précise (extrait de l'OAP) « *Capacité d'accueil théorique : 23 804m², soit environ une vingtaine en habitats individuels (700m² en moyenne) et une trentaine en groupés ou collectifs (200m² en moyenne)* », il est plus juste d'évaluer cette capacité d'accueil théorique à :

- Surface totale = 23 804m² - 30% (espaces nécessaires pour la voirie, les espaces verts, la zone non aedificandi) = 16 660 m².
- 16 660m² x 70% = 11 662 m² soit environ 16 habitats individuels (700m² en moyenne)
- 16 660 m² x 30% = 4 998 m², soit environ 24 logements groupés ou collectifs (200m² en moyenne).

Il en est de même pour l'OAP de la zone AUG de Loubeyrat qui traduit une mauvaise conversion de la proportion annoncée (70% d'individuel et 30% de groupé) en « *Capacité d'accueil théorique : 17 800 m², soit environ 17 à 19 habitats individuels (700m² en moyenne) et 15 à 18 groupés ou collectifs (200m² en moyenne)* ».

Il est plus juste d'évaluer cette capacité d'accueil théorique à :

- Surface totale = 17 800m² - 30% (espaces nécessaires pour la voirie, les espaces verts, la zone non aedificandi) = 12 460 m².
- 12 460m² x 70% = 8 722 m² soit environ 12 habitats individuels (700m² en moyenne)
- 12 460 m² x 30% = 3 738 m², soit environ 18 logements groupés ou collectifs (200m² en moyenne).

La partie littérale des 2 OAP est modifiée comme ci-avant et l'aspect informatif de la capacité d'accueil théorique est rappelé.

4 – PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

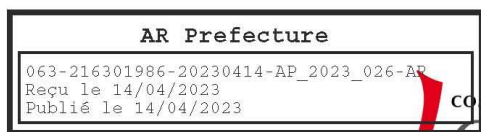
La commune de Loubeyrat n'est pas concernée par la présence d'une zone NATURA 2000 sur son territoire. Le PLU en vigueur ne fait également pas état d'une évaluation environnementale.

Bien que les objets de la présente Modification simplifiée n°2 du PLU ne soient pas en mesure de bouleverser l'équilibre du document, une demande d'examen au « cas par cas » a néanmoins été déposée auprès de l'Autorité environnementale.

Chapitre en attente du retour de la MRAe

5 – ANNEXE

ARRETE DE PRESCRIPTION EN DATE DU 14 avril 2023



AP 2023-027

Département du Puy de Dôme
Arrondissement de Riom
Canton de SAINT-GEORGES-DE-MONS

Arrêté du Maire AP 2023-026 du 14 Avril 2023

PORTANT ENGAGEMENT DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUBEYRAT

Le MAIRE

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-40, L.153-45 à L.153-48, R.153-20 et R.153-21 ;
VU le plan local d'urbanisme approuvé par délibération en date du 4 mars 2016 ;
VU la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme approuvée par délibération en date du 11 juin 2021 ;

Considérant la nécessité de modifier le plan local d'urbanisme afin de :

- Clarifier les règles en matière de clôtures et en matière de projets photovoltaïques au sol en zones A et N ;
- Permettre l'ouverture à l'urbanisation des zones AUg du Bourg et des Palennes par la mise en place d'un phasage ;
- Supprimer l'emplacement réservé n°3 dont l'objet n'est plus d'actualités ;

Considérant que le projet de modification n'aura pas pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ni enfin, d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'il peut en conséquence être soumis à la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'en application de l'article L.153-37 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification est engagée à l'initiative du maire qui établit le projet de modification ;

ARRETE

ARTICLE 1

Il est engagé la procédure de modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme approuvé le 4 mars 2016 ;

AR Prefecture

063-216301986-20230414-AR_2023_026-AR
Reçu le 14/04/2023
Publié le 14/04/2023

ARTICLE 2

Les objectifs poursuivis par cette modification sont :

- La modification du règlement d'urbanisme afin de clarifier les règles en matière de clôtures et en matière de projets photovoltaïques au sol en zones A et N ;
- La mise en place d'un phasage pour l'ouverture à l'urbanisation des zones AUg du Bourg et des Palennes ;
- La suppression de l'emplacement réservé n°3 ;

ARTICLE 3

Le projet de modification sera notifié à monsieur le préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme ;

ARTICLE 4

Monsieur le maire et monsieur le Secrétaire Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à monsieur le Sous-Préfet de Riom.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera publié au registre des arrêtés du maire. Il fera en outre l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme et sera en conséquence affiché pendant un mois au siège de la mairie, avec mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait à LOUBEYRAT, le 14 Avril 2023

Le Maire,
Sébastien BLANC



Des copies du présent arrêté seront adressées :

- au Sous-Préfet de Riom,
- au directeur départemental des territoires.